

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 05 mai 2023
(Convocation du 28 avril 2023)

Aujourd'hui, le 05 mai 2023 à 09h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	8
• Voix	8
Présents	
• Nombre	4
• Voix	4
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	4
• Voix	4
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan

Étaient excusés :

Mme Dominique Degos, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



**OBJET : Commande publique - Biodiversité - Seuils de l'Institution Adour - Marché n°20015
"Étude d'impact du projet de restauration de la continuité écologique du seuil du Pont de Fer
(65) sur un forage d'adduction en eau potable" - Résiliation du marché**

Exposé des motifs :

En 2017, une partie du seuil sur l'Adour dit « du Pont de Fer » s'est effondrée. Depuis, l'Institution Adour, chargée du suivi et de l'entretien de cet ouvrage, avait missionné le bureau d'études AGERIN pour élaborer et analyser des scénarios d'aménagement du secteur impacté, au vu des enjeux présents (forage d'eau potable, forage agricole, érosion, etc.).

À l'issue de cette étude, le comité technique (AEAG, OFB, Département 65, SMAA, DDT 65, communes de Vic-en-Bigorre et d'Artagnan, Région Occitanie, Institution Adour), en réunion du 16 janvier 2018, avait retenu le scénario qui consistait au démantèlement du seuil du Pont de Fer, au contournement et abandon progressif du seuil de Lapeyre, et au retour vers le tracé historique de l'Adour.

Afin de vérifier la faisabilité de ce scénario, notamment vis-à-vis du forage AEP de Vic-en-Bigorre et des demandes de l'ARS de données complémentaires, une étude hydrogéologique a été lancée par l'Institution Adour, et confiée à SUEZ Consulting sur marché public (marché n°20015). Toutefois, cette étude a rapidement été bloquée : en effet, pour la mener, il fallait l'accord des propriétaires privés des parcelles où devaient être installés les points de mesures, et un des propriétaires a refusé. Son refus se basait sur l'impact qu'aurait une augmentation éventuelle du périmètre de protection rapprochée du forage AEP ; en effet, dans son avis, l'hydrogéologue avait indiqué qu'au vu des résultats qui ressortiraient de l'étude, ce périmètre pourrait être amené à évoluer. À l'issue de plusieurs réunions à ce sujet avec les différents acteurs, la situation ne s'est toujours pas débloquée.

Aujourd'hui, le seuil du Pont de Fer est effacé et semble transparent vis-à-vis de la libre circulation des poissons migrateurs (ce point est en cours de confirmation avec les services de l'État concernés). Le seuil de Lapeyre, à l'amont, présente actuellement une incision en pied. En outre, le dispositif de franchissement par les poissons se dégrade, avec une entrée piscicole aval qui est de moins en moins favorable. Une surveillance de seuil est donc réalisée et des travaux devront être envisagés.

Pour le forage d'eau potable et les forages agricoles, depuis 2017, il n'est pas apparu d'évolution significative sur le niveau de la nappe et donc sur leurs exploitations respectives.

Lors d'une réunion entre la commune de Vic-en-Bigorre et l'Institution Adour le 22 février 2023, l'Institution Adour a informé la commune de Vic-en-Bigorre son choix d'abandonner le projet d'aménagement sur le seuil du Pont de Fer, et de se limiter à intervenir sur le seuil de Lapeyre en conduisant à terme des travaux visant à assurer sa pérennité et restaurer la continuité écologique. La commune de Vic-en-Bigorre a pris acte de cette évolution de position et elle a indiqué que, même si le projet d'aménagement n'aura pas lieu, elle devra surveiller l'évolution au niveau du forage AEP.

Au vu de ces décisions, le marché n°20015 pour l'étude d'impact du projet de restauration de la continuité écologique du seuil du Pont de Fer (65) sur un forage d'adduction en eau potable, qui est actuellement suspendu, doit être résilié.

Vu l'article 33 du CCAG-PI de 2009, ouvrant la voie à une résiliation de marché au motif d'intérêt général,

Vu ce même article, stipulant que si la résiliation est du fait du pouvoir adjudicateur, le taux de l'indemnité versée au titulaire appliqué sur le montant hors taxe de la partie résiliée du marché est de 5 %,

Vu le marché n°20015 pour l'étude d'impact du projet de restauration de la continuité écologique du seuil du Pont de Fer (65) sur un forage d'adduction en eau potable,

Considérant l'impossibilité technique de terminer cette étude,



Considérant que SUEZ Consulting a déjà effectué, dans ce marché, des prestations correspondant à un montant de 11 725,00 € HT, et que le montant de prestations non réalisées est donc de 29 050,00 € HT,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- de résilier le marché n°20015 « Étude d'impact du projet de restauration de la continuité écologique du seuil du Pont de Fer (65) sur un forage d'adduction en eau potable » passé avec SUEZ Consulting,
- de fixer l'indemnité de résiliation à 5 % de la partie de prestation résiliée, soit un montant d'indemnité de 1 452,50 € HT,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution, les crédits nécessaires étant inscrits au budget en cours.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 05 mai 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE



INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



MARCHES PUBLICS DÉCISION DE RÉSILIATION

EXE15

A - Identification du pouvoir adjudicateur

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX
secretariat@institution-adour.fr - 05 58 46 18 70

B - Identification du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre

SUEZ Consulting – SAFEGE
2a Avenue de Berlincan - BP 50004 -33166 SAINT-MEDARD-EN-JALLES CEDEX
aquitaine@safège.com – 05 56 05 62 60
Siret : 542 021 829 00669

C - Objet du marché public ou de l'accord-cadre

□ Objet du marché public ou de l'accord-cadre :

Étude d'impact du projet de restauration de la continuité écologique du seuil du pont de Fer (65) sur un forage d'adduction en eau potable

□ Date de la notification du marché public ou de l'accord-cadre : 07/09/2020

□ Durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre : 12 mois.

D - Clauses contractuelles mises en œuvre

D'après l'article 33 du CCAG-PI 2009 « Résiliation pour motif d'intérêt général ».

E - Décision du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur décide de résilier le marché public, à compter du 05 mai 2023, au motif d'intérêt général.

F - Modalités de la résiliation

□ Montant de l'indemnité versée au titulaire :

Comme indiqué dans l'article 33 du CCAG-PI, si la résiliation est du fait du pouvoir adjudicateur, le taux de l'indemnité versée au titulaire (selon les conditions contractuelles de paiement prévu dans les documents particulier du marché) appliqué sur le montant hors taxe de la partie résiliée du marché est de 5 %.



- Montant hors taxe de la partie résiliée du marché : 29 050,00 € HT
- Montant de l'indemnité : 1 452,50 € HT

□ Remise des documents :

Il est demandé à SUEZ Consulting, conformément à l'article 17 du CCS, de remettre l'ensemble des documents issus de ce marché (en version numérique modifiable), dont les documents suivants :

- le résultat de la mesure de productivité du forage ;
- le diagnostic des points d'observations.

G - Signature du pouvoir adjudicateur

À Mont-de-Marsan, le

Signature